

Un tournant pour l'Afrique

*Défis et espoir
pour ce continent*



PHOTOS : JICA/RWILKINSON

Une scène de marché très animée en Sierra Leone

Le Japon s'intéresse de plus en plus à un continent dont il a longtemps fait peu de cas

CELA S'EST PEUT-ÊTRE PRODUIT à Lagos ou au Caire, deux des villes du monde à la croissance démographique la plus rapide, ou bien au fin fond de la savane, dans un endroit isolé de tout. On ne connaîtra jamais le nom, la nationalité et le lieu de naissance précis du bébé, mais les Nations unies affirment que ces derniers mois, l'Afrique a vu naître son milliardième habitant.

Ce seuil démographique marque une étape importante pour ce continent, berceau de l'humanité. Un continent qui possède d'immenses fleuves, de vastes forêts tropicales humides, des ressources minérales et un potentiel agricole parmi les plus importants au monde, mais qui se trouve relégué au rang de région la plus pauvre de la planète, prise dans l'engrenage de l'instabilité politique, de la pauvreté et des maladies.

Selon les pessimistes, la population pourrait presque doubler pour atteindre 1,9 milliard d'indi-

vidus d'ici 2050, ce à quoi des ressources déjà limitées —sanitaires, éducatives, agricoles et économiques— ne permettraient pas de faire face. Pour les optimistes, une surface correspondant à 20,4 % des terres émergées suffirait à couvrir tous les besoins.

Quoi qu'il en soit, la plupart des statistiques officielles ne sont pas réjouissantes. D'après l'indice de développement de l'ONU, 31 des 33 pays les moins bien lotis en terme d'espérance de vie, alphabétisation, éducation et de niveau de vie sont en Afrique.

Le Niger est officiellement le pays le plus pauvre de la planète. Il possède le taux de fécondité le plus élevé (7,4 enfants par femme en moyenne) et le taux d'alphabétisation des filles le plus faible (14,2 %). L'espérance de vie en Zambie est de 41 ans et le taux de mortalité infantile du Mali de 129 pour 1 000.

Un million d'individus meurent chaque année du paludisme, dont 90 % en Afrique. D'après les estimations de l'ONUSIDA, en 2008, 1,4 million d'Africains sont morts du VIH/sida et 1,9 million ont été infectés. Environ 41 % de la population subsaharienne

survit avec l'équivalent d'un dollar par jour.

Outre ces maux endémiques, des conflits comme celui du Darfour, au Soudan, et l'instabilité politique qui règne dans d'autres pays, l'Afrique doit faire face à de nouveaux défis d'envergure planétaire : récentes crises alimentaire, énergétique et financière, migrations massives de ruraux vers les villes, conséquences du changement climatique—cette région, dont la contribution à ce phénomène est négligeable, risque d'être la plus durement touchée.

Selon l'ONU, pas moins de 250 millions d'Africains pourraient bientôt être exposés à des pénuries d'eau, et 70 millions d'entre eux pâtir de l'élévation du niveau des océans. Par ailleurs, les sécheresses devraient s'intensifier dans des régions comme la Corne de l'Afrique, et les rendements agricoles chuter dans certains pays.

Une ère nouvelle ?

CELA ÉTANT, CE CONTINENT POSSÈDE LA POPULATION la plus jeune du globe. D'ici 2050, le nombre

d'Africains âgés de 15 à 24 ans devrait atteindre 349 millions, soit un important vivier de main d'œuvre, à l'heure où le monde industrialisé—Japon et Europe, notamment—sont confrontés au vieillissement rapide de leur population.

Même les pays les plus pauvres, comme l'Éthiopie, le Mozambique et la Sierra Leone, ont enregistré une croissance économique à deux chiffres ces dernières années. D'immenses fermes horticoles exportant chaque jour leur production vers l'Europe fleurissent dans la vallée du grand Rift. Le Mozambique aspire à devenir un des « greniers agricoles mondiaux » selon les paroles de son ministre de l'Agriculture. Et même dans les zones les plus reculées de Sierra Leone, les femmes parlent d'une voix sonore dans leur téléphone portable tout en prélevant de l'eau dans des puits tout neufs. Autant de signes d'une activité soutenue.

Le Japon consacre de plus en plus d'attention – et d'efforts d'aide—à un continent qui en avait désespérément besoin. Il y a deux ans, lors de la quatrième

Prestation de soins de santé, apprentissage de l'informatique, formation professionnelle

Prochain grenier de l'Afrique ?

Quand son pays, le Mozambique, s'apprêtait à devenir indépendant dans les années 1975, cela aurait dû être une période bénie pour Soares Nhaca. Or, il se souvient de cette époque comme du « début d'un cauchemar ».

Après une guerre d'indépendance de 11 ans, le pire advint lorsque la puissance coloniale portugaise se retira, marquant le début de 17 années de guerre civile. Des centaines de milliers de personnes furent tuées, plus de quatre millions de Mozambicains durent abandonner leur maison, l'économie et les infrastructures du pays furent laminées.

Quand un accord de paix fut enfin signé en 1992, le pays était exsangue. Aujourd'hui encore, il figure au 172ème rang sur 182, d'après l'indice de développement de l'ONU 2009—qui mesure le niveau de vie global, le taux d'alphabétisation, l'espérance de vie et le niveau d'éducation d'un pays.

Nhaca a travaillé dans une usine de piles au moment de l'indépendance, avant de devenir un leader syndical. Il est aujourd'hui ministre de l'Agriculture du Mozambique, et le « cauchemar » qu'il a vécu a fait place à ce qu'il appelle « une ère nouvelle ».

Conscientes du potentiel de ce pays, les agences de développement international comme la JICA savent aussi qu'il continue à avoir besoin d'aide technique et financière, et de davantage d'investissements privés.

Quelque 75% des 20 millions de Mozambicains travaillent dans l'agriculture, qui sera déterminante pour la prospérité du pays. L'avenir s'annonce radieux. L'avenir est au vert selon le ministre Nhaca.

« Nous cultivons aujourd'hui 4,5 millions d'hectares, mais nous pourrions en exploiter 36 millions », a-t-il lancé avec enthousiasme

lors d'un entretien récent dans son bureau. Il a signé l'an dernier un accord tripartite avec le Brésil et la JICA, qui a ouvert un bureau au Mozambique en 2003, pour développer toute une partie de la savane septentrionale à des fins agricoles.

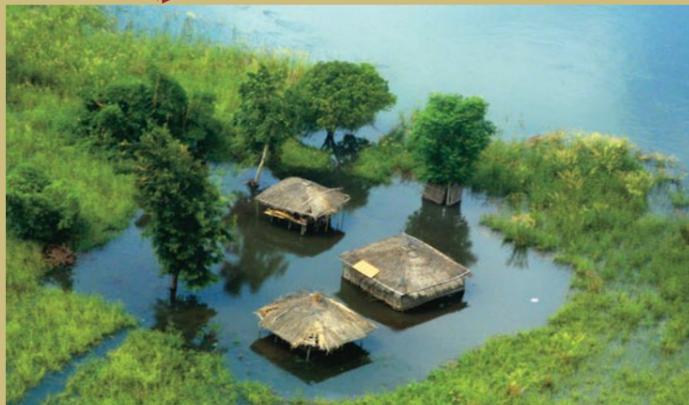
UN MIRACLE AGRICOLE

Dès les années 1970, des aides financières et des experts japonais ont contribué à transformer les Cerrados (savanes très denses) du Brésil en de riches terres agricoles produisant en abondance du soja, du maïs, du riz, du manioc et du sucre. On a salué « l'une des plus grandes réussites agronomiques du 20ème siècle », et on a eu l'idée de reproduire ce modèle au Mozambique.

Un cadre de coopération a été établi et des opérations sur le terrain, et notamment des recherches pédologiques, débiteront au cours de l'exercice actuel.

Dans la même partie du Mozambique septentrional, la JICA participe également à des projets d'infrastructure destinés à mettre en valeur le « corridor de Nacala ». Un plan global prévoit le développement du port en eau profonde de Nacala, point de

départ d'un réseau routier modernisé s'étendant de la côte ouest au Malawi, pays enclavé.



Le Mozambique a souffert des inondations en 2000, mais les experts de la JICA aident la région rizicole à se relever et à prospérer.

APPLICATION DE NOUVEAUX CONCEPTS

L'éventail des projets de la JICA au Mozambique intègre de nombreux concepts de développement ayant fait l'objet d'un regain d'intérêt ces dernières années. Par exemple, la TICAD 2008 a reconnu la nécessité de lancer de grands projets d'infrastructure—tels que le corridor de Nacala, pour combattre la pauvreté enracinée. Il fallait cependant intégrer ces projets à d'autres programmes, comme le plan agricole tripartite.

La JICA œuvre au renforcement des liens entre l'Asie—qui a déjà mené à bien sa « révolution verte »—et l'Afrique. Dans cet esprit, l'Agence travaille avec des experts vietnamiens à l'amélioration de la production rizicole au Mozambique.

Elle encourage également une coopération internationale accrue, y compris avec des pays donateurs émergents—comme en témoigne sa coopération avec le Brésil.

Le Mozambique a beau être confronté à d'énormes problèmes, il reste un pays optimiste.

« Si nous parvenons à exploiter tout notre potentiel agricole, nous pourrions devenir un grenier pour l'Afrique australe, et pour bien d'autres parties du monde », affirme le ministre de l'Agriculture Nhaca. « Nous sommes aujourd'hui dans une position bien plus favorable que ce que nous pouvions imaginer il y a une vingtaine d'années », souligne le Premier ministre, Aires Bonifacio Ali. « Nous devons travailler plus dur et plus vite que jamais. Mais jusqu'ici, nous avons déjoué les obstacles. » ■



La professeure brésilienne Lucy Ito contribue à améliorer le système éducatif.

Ce réseau routier doit faciliter l'accès aux zones agricoles à développer dans le cadre du projet tripartite Mozambique-Brésil-Japon, et la circulation des marchandises importées de ou exportées vers des pays voisins comme le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe, ainsi que l'exportation d'immenses réserves de charbon du nord-ouest du Mozambique.

Dans le sud du pays, le Japon finance déjà la réhabilitation et la modernisation du « plus grand réseau d'irrigation d'Afrique australe », selon les propos d'un responsable administratif.

Le projet Chokwe, que les Portugais ont commencé à développer dans les années 1950, couvrait à l'origine 33 000 hectares, consacrés pour l'essentiel à la riziculture. Les ravages de la guerre et de catastrophes naturelles comme la sécheresse et les inondations en 2000 ont réduit à moins de 10 000 hectares les surfaces réellement productives.

L'aide japonaise a permis de réhabiliter le canal d'irrigation principal qui part du fleuve Limpopo et alimente plus de 300 kilomètres de canaux secondaires. Les experts techniques forment actuellement certains des 12 000 ménages agricoles de la région à l'amélioration des rendements rizi-

coles, pour les faire passer d'une petite tonne à l'hectare à plus de cinq tonnes. Une usine de décorticage du riz financée par la JICA permet aux riziculteurs de commercialiser plus efficacement leur récolte.

ROUTES. ROUTES. ROUTES.

« Des infrastructures, de nouvelles infrastructures. Des routes, des routes et encore des routes. Voilà ce dont nous avons besoin », s'est enflammé le Premier ministre Bonifacio Ali dans un entretien, juste après avoir salué une délégation de grandes entreprises japonaises en quête d'opportunités d'investissement dans ce pays d'Afrique australe.

« Aujourd'hui, l'absence de routes dans de nombreuses régions du pays empêche les enfants d'aller à l'école », a-t-il dit. « Les paysans cultivent de quoi se nourrir, mais ne peuvent vendre leurs produits faute de routes d'accès. Ce manque d'infrastructures fait de nous le maillon le plus faible de toute la région, et asphyxie le Mozambique. »

Infrastructures. Routes. Sans parler de la couverture d'autres besoins relevant de la sécurité humaine, comme les services sanitaires et éducatifs.

« Nous avons accompli des efforts consi-

dérables en matière d'éducation », a affirmé le Premier ministre. « Le nombre d'élèves a doublé en trois ans, passant de trois à six millions. Nous avons atteint

l'objectif de 10 000 enseignants formés chaque année. » La JICA a pris part à ce processus en construisant quatre centres de formation des enseignants ; et en envoyant des experts et des volontaires pour dispenser des cours et améliorer le système de formation des enseignants.

S'agissant de l'éducation sanitaire, l'Agence a financé la construction d'un nouvel institut des sciences sanitaires et réhabilité cinq centres de ce type ; elle a par ailleurs fourni des équipements de base (matériel de laboratoire notamment).

Le Dr Lucy Ito, de Sao Paulo, est une chercheuse et enseignante brésilienne travaillant pour la JICA. Pendant deux ans, elle va « endosser un rôle de soutien et de coordination, préparant un nouveau programme de cours et de nouveaux manuels pour la formation des enseignants. » Elle a déjà assuré des fonctions similaires au Paraguay et au Pérou.

conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), le Premier ministre Yasuo Fukuda soulignait l'engagement du Japon.

Il a promis de doubler l'aide publique au développement (APD) du Japon d'ici 2012, d'accorder 4 milliards USD sous forme de prêts à des conditions de faveur pour améliorer l'infrastructure routière (routes et ponts) et portuaire, d'attribuer une aide de 10 milliards USD sur cinq ans pour combattre les

effets néfastes du changement climatique, de contribuer à hauteur de 560 millions USD au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, de lancer des projets dans des secteurs comme l'agriculture et la santé, et d'encourager la participation accrue des entreprises privées.

Les prochaines décennies, a-t-il déclaré lors de la conférence, annonceraient l'avènement du « siècle de la croissance africaine » ; l'Afrique allait devenir

un « puissant moteur tirant la croissance mondiale », avec l'aide de la JICA.

Entièrement réorganisée en 2008, la JICA peut désormais fournir une assistance technique, des prêts d'APD et une aide sous forme de dons aux pays en développement ; l'Agence a accru ses activités en Afrique, où le budget de ses projets est passé de 15,5 % à 24,5 % ces dernières années, et où elle compte désormais 30 bureaux.

Un ensemble de projets

Sur tout le continent, l'Agence mène des efforts combinant judicieusement programmes d'infrastructure à grande échelle et projets interpersonnels au niveau local, dans des domaines comme la santé et l'éducation.

La TICAD a reconnu une nouvelle fois que de vastes projets d'infrastructure étaient nécessaires pour lutter selon une approche descendante contre la pauvreté